



G R O U P E F R A N Ç A I S

Mission d'une délégation du Groupe français à New York

Audition parlementaire aux Nations unies

13 et 14 février 2025



Une délégation de quatre parlementaires du Groupe français de l'Union interparlementaire a participé les 13 et 14 février 2025 à l'audition parlementaire annuelle aux Nations unies.

La délégation, conduite par **M. Xavier Iacovelli**, sénateur (Rassemblement des démocrates progressistes et indépendants, Hauts-de-Seine), président exécutif du Groupe français, était également composée de **M. Philippe Gosselin**, député (Droite républicaine, Manche), **Mme Sophie Mette**, députée (Les Démocrates, Gironde) et de **M. Hervé Maurey**, sénateur (Union centriste, Eure).

Environ 180 participants de 60 pays, réunis sous l'égide de la présidente de l'UIP, Mme Tulia Ackson, et du président de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Philemon Yang, ont débattu des moyens d'accélérer la réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD) conçus pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités et remettre la planète sur une trajectoire plus durable, d'ici 2030.

M. Xavier Iacovelli a rappelé la présentation par la France en juillet 2023 à l'ONU de sa deuxième revue nationale volontaire sur la mise en œuvre des ODD et a décrit l'outil de planification écologique dont s'est dotée la France, qui a vocation à être déployé tant par les acteurs publics que par les entreprises. M. Iacovelli a également insisté sur la contribution de la

France à la mise en œuvre des ODD au plan international à travers l'aide au développement, la finance climat ou encore le Pacte de Paris pour les peuples et la planète de 2023.

M. Philippe Gosselin, vice-président du Groupe français, a insisté sur le caractère indispensable du financement des ODD. Tout en constatant que cette ambition était de plus en plus partagée par les opinions publiques, il a soulevé le besoin, à l'échelon national, de poser la question de l'acceptabilité sociale de l'impôt, les politiques fiscales ne pouvant pas se faire contre les populations, ainsi que du besoin de concilier cette ambition avec la nécessaire prise en compte du tissu économique. Il a également souligné le besoin de renforcer au plan international la coordination internationale, pour lutter contre le dumping fiscal.

Intervenant dans un débat portant sur le commerce international, **M. Hervé Maurey**, vice-président du Groupe français, a rappelé la compétence exclusive de l'Union européenne (UE) en matière de politique commerciale, du point de vue des États-membres de l'UE. Dans ce cadre, la France promeut une meilleure intégration des pays en développement dans le commerce international, en mettant l'accent sur le développement de chaînes durables et inclusives, l'intégration de clauses de développement durable dans les accords commerciaux ainsi que le renforcement des capacités locales.

Mme Sophie Mette, secrétaire du Groupe français, est intervenue au cours du débat portant sur l'articulation entre la coopération pour le développement et les ODD, sous l'angle du contrôle parlementaire. Partageant son expérience de membre de la commission aux finances, elle a notamment présenté comment, en France, les documents de suivi budgétaire prévoient une grille d'évaluation de la prise en compte des objectifs de développement durable, au titre des indicateurs de performance rattachés à la mission budgétaire.

Mme Tulia Ackson, présidente de l'UIP, a conclu les débats en indiquant aux parlementaires que les conclusions de leurs travaux seraient présentées à la quatrième Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement, qui se tiendra en juin 2025 en Espagne.



La délégation du Groupe français s'est également entretenue avec M. Nicolas de Rivière, ambassadeur de France, Représentant permanent de la France auprès des Nations unies.